

**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

27 JANVIER 1994

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA JUSTICE (1)

PAR
M. VANDEURZEN

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant
la suspension, le sursis et la probation

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant
la suspension, le sursis et la probation

PROPOSITION DE LOI

instaurant la prestation de services en
remplacement de la peine privative de liberté

PROPOSITION DE LOI

modifiant l'article 3 de la loi du 29 juin 1964
concernant la suspension, le sursis et la probation

PROPOSITION DE LOI

concernant les travaux d'utilité collective

PROPOSITION DE LOI

modifiant le Code judiciaire, le Code
d'instruction criminelle en vue d'instituer un
tribunal de l'application des peines et modifiant la
loi du 31 mai 1888 établissant la libération condi-
tionnelle dans le système pénal, en vue d'instituer
le travail d'intérêt général comme modalité
d'exécution d'une peine

(1) Composition de la Commission : voir p. 2.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

27 JANUARI 1994

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VANDEURZEN

WETSONTWERP

tot wijziging van de wet van 29 juni 1964 betreffende
de opschorting, het uitstel en de probatie

WETSONTWERP

tot wijziging van de wet van 29 juni 1964 betreffende
de opschorting, het uitstel en de probatie

WETSVOORSTEL

tot invoering van de dienstverlening als alternatief
voor de vrijheidsstraf

WETSVOORSTEL

tot wijziging van artikel 3 van de wet van 29 juni 1964
betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie

WETSVOORSTEL

betreffende de dienst ten bate van de gemeenschap

WETSVOORSTEL

tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en het
Wetboek van Strafvordering, teneinde een
executierechtbank in te stellen, en tot wijziging
van de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de
voorwaardelijke invrijheidstelling in ons
strafrecht teneinde de gemeenschapsdienst in te
voeren als wijze van strafuitvoering

(1) Samenstelling van de Commissie : zie blz. 2.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au cours de ses réunions des 3 novembre et 8 décembre 1993 et des 12 et 19 janvier 1994.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE

« Ce projet tend à introduire les travaux d'intérêt général dans notre législation pénale. A cette fin, il est proposé de modifier la loi du 24 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation en remplaçant l'article 1^{er} et en y introduisant un article 1^{er}*bis* contenant les dispositions et les conditions qui régiraient cette mesure de travaux d'intérêt général. Le projet de loi original a été adopté non modifié par le Sénat en séance du 14 juillet 1993.

Toutefois, lors de la discussion du projet dans la commission pour la justice du sénat, une proposition de loi n° 114-1 (S.E. 1991-1992) du Sénateur Erdman a été reprise sous forme d'amendements au projet, qui, à leur tour, ont fait l'objet de quelques sous-amendements du gouvernement; ceci n'a cependant aucun rapport avec le projet original tendant à l'instauration des travaux d'intérêt général, mais bien avec les autres articles de la loi du 29 juin 1964.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Ylieff.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. De Clerck, Desmet, Mme Merckx-Van Goey, MM. Vandeurzen, Van Parys.	M. Breyne, Mme Leysen, M. Vandendriessche, N., N., N.
P.S. MM. Mayeur, Minet, Moureaux, Ylieff.	Mme Burgeon (C.), MM. Canon, Eerdekens, Poty, Walry.
V.L.D. MM. Berben, Coveliers, Dewael, Verwilghen.	MM. Chevalier, De Groot, Kempinaire, Platteau, Verhofstadt.
S.P. MM. Landuyt, Swennen, Vande Lanotte.	MM. De Mol, Logist, Peeters (J.), Van der Sande.
P.R.L. M. Duquesne, Mme Stengers.	MM. De Decker, Reynders, Simonet.
P.S.C. M. Beaufays, Mme de T'Serclaes.	Mme Corbisier-Hagon, MM. Hologne, Poncelet.
Ecolo/ Agalev VI. M. Simons, Mme Vogels.	Mme Aelvoet, MM. Brisart, Dallons.
Blok Mme Dillen.	MM. Annemans, Van Overmeire.

Voir :

- 1129 - 92 / 93 :
 - N° 1 : Projet de loi transmis par le Sénat.
 - N° 2 : Amendements.
- 603 - 91 / 92 (S.E.) :
 - N° 1 : Projet de loi transmis par le Sénat.
- 103 - 91 / 92 (S.E.) :
 - N° 1 : Proposition de loi de M. Van Vaerenbergh.
- 128 - 91 / 92 (S.E.) :
 - N° 1 : Proposition de loi de M. Clerfayt, Mme Spaak et M. Maingain.
- 378 - 91 / 92 (S.E.) :
 - N° 1 : Proposition de loi de MM. Beysen, Berben et Verwilghen.
- 1035 - 92 / 93 :
 - N° 1 : Proposition de loi de M. Janssens et consorts.

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens de vergaderingen van 3 november en 8 december 1993 en van 12 en 19 januari 1994.

I. — INLEIDING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE

« Dit ontwerp strekt er toe de mogelijkheid om de dienstverlening op te leggen, in ons strafrechtelijk systeem op te nemen. Daartoe wordt voorgesteld in de wet van 24 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, het artikel 1 te vervangen en een artikel 1*bis* in te voegen waarin de bepaling en de voorwaarden voor deze maatregel worden omschreven. Het oorspronkelijke wetsontwerp werd zonder wijzigingen aangenomen door de Senaat in de zitting van 14 juli 1993.

Evenwel, tijdens de besprekingen van het ontwerp in de senaatscommissie voor de justitie werd een wetsvoorstel n° 114-1 (B.Z. 1991-1992) van Senator Erdman onder de vorm van amendementen op het ontwerp heropgenomen, die op hun beurt het voorwerp zijn geweest van enkele subamendementen van de regering; dit heeft evenwel geen betrekking op het oorspronkelijke ontwerp dat strekte tot invoering van de dienstverlening, maar wèl op andere artikelen van de wet van 29 juni 1964.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Ylieff.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. De Clerck, Desmet, Mevr. Merckx-Van Goey, HH. Vandeurzen, Van Parys.	H. Breyne, Mevr. Leysen, H. Vandendriessche, N., N., N.
P.S. HH. Mayeur, Minet, Moureaux, Ylieff.	Mevr. Burgeon (C.), HH. Canon, Eerdekens, Poty, Walry.
V.L.D. HH. Berben, Coveliers, Dewael, Verwilghen.	HH. Chevalier, De Groot, Kempinaire, Platteau, Verhofstadt.
S.P. HH. Landuyt, Swennen, Vande Lanotte.	HH. De Mol, Logist, Peeters (J.), Van der Sande.
P.R.L. H. Duquesne, Mevr. Stengers.	HH. De Decker, Reynders, Simonet.
P.S.C. H. Beaufays, Mevr. de T'Serclaes.	Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Hologne, Poncelet.
Ecolo/ Agalev VI. H. Simons, Mevr. Vogels.	Mevr. Aelvoet, HH. Brisart, Dallons.
Blok Mevr. Dillen.	HH. Annemans, Van Overmeire.

Zie :

- 1129 - 92 / 93 :
 - N° 1 : Wetsontwerp overgezonden door de Senaat.
 - N° 2 : Amendementen.
- 603 - 91 / 92 (B.Z.) :
 - N° 1 : Wetsontwerp overgezonden door de Senaat.
- 103 - 91 / 92 (B.Z.) :
 - N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Van Vaerenbergh.
- 128 - 91 / 92 (B.Z.) :
 - N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Clerfayt, Mevr. Spaak en de heer Maingain.
- 378 - 91 / 92 (B.Z.) :
 - N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Beysen, Berben en Verwilghen.
- 1035 - 92 / 93 :
 - N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Janssens c.s.

En résumé : dans le projet de loi transmis par le Sénat, les articles 1^{er}, 2 et 10 représentent le projet de loi original du gouvernement (les travaux d'intérêt général), alors que les autres articles résultent de la discussion des amendements déposés par le Sénateur Erdman et des sous-amendements du gouvernement.

Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur le caractère désocialisant et stigmatisant d'une peine de prison subie. En outre, il est inutile d'insister sur la charge budgétaire supportée par la collectivité dans le domaine pénitentiaire ni sur la surpopulation des prisons : tout cela est connu et n'est plus contesté. Il existe une unanimité quant à la nécessité de remplacer les courtes peines de prison par d'autres peines.

Si, en Belgique, on a tout d'abord tenté, depuis 1939 et jusque 1964, de réduire les courtes peines par le biais d'interventions dans les modes d'exécution de ces peines (la non-exécution de la courte peine — du point de vue de l'efficacité, il s'agit évidemment d'une mauvaise solution, entraînée par la surpopulation des établissements pénitentiaires; — les régimes de la semi-liberté et des arrêts de week-ends, pour éviter les inconvénients de la peine de prison sur les plans social et familial; — combinaison de ces deux solutions avec grâce et libération conditionnelle; —), par contre, ce n'est qu'en 1964, par la loi du 29 juin 1964 relative à la suspension, le sursis et la probation, que, pour la première fois, en vue d'éviter les courtes peines de prison, on a mis l'accent sur le prononcé de la peine elle-même.

De véritables peines ou mesures « alternatives », comme autres peines principales que l'amende et l'emprisonnement, n'existent cependant pas jusqu'à présent dans notre pays; le législateur continue d'ailleurs à prévoir de courtes peines de prison dans les lois pénales.

Sur le plan théorique, on peut introduire les travaux d'intérêt général comme une véritable peine « alternative », s'ajoutant et égale aux peines de prison et d'amendes. Sur le plan technique, il faut toutefois réfléchir à nouveau le Livre I du Code pénal.

La mesure probatoire est donc la seule possibilité pour instaurer les travaux d'intérêt général. D'un point de vue technique, cette voie est également la plus efficace et la plus facile à suivre; c'est le choix fait par le gouvernement à réaliser par le présent projet de loi : une organisation légale du cadre pour l'exécution des travaux d'intérêt général comme mesure probatoire existe déjà dans la loi du 29 juin 1964; on peut mettre à profit l'expérience accumulée depuis 30 ans dans l'application de cette loi, moyennant une adaptation du cadre du personnel du service de probation dont le principe a déjà été accepté et dont l'exécution est en cours. Sur base de la loi sur la probation, des expériences de travaux d'intérêt général ont déjà été pratiquées ici et là, de manière préto-

Samengevat : in het door de Senaat overgezonden wetsontwerp zijn de artikelen 1, 2 en 10 de weergave van het oorspronkelijke wetsontwerp van de regering, (de dienstverlening), terwijl de overige artikelen het resultaat zijn van de bespreking van de amendementen ingediend door Senator Erdman en van de subamendementen van de regering.

Er hoeft niet meer te worden betoogd dat een ondergane gevangenisstraf een desocialiserende en stigmatiserende uitwerking nalaat. Al evenmin moet gewezen worden op de budgettaire last voor de gemeenschap van een te talrijke gevangenisbevolking : dit alles is bekend en veroorzaakt geen tegenspraak meer. Eenparigheid van opvattingen is zeker bereikt over de noodzaak om vooral de korte gevangenisstraffen door andere maatregelen te vervangen.

Zo men, in België, aanvankelijk, sedert 1939 en tot 1964, de terugdringing van de korte gevangenisstraffen poogde te realiseren door ingrepen in de wijze van uitvoering van deze straffen (de niet-uitvoering van de korte gevangenisstraf — uiteraard uit oogpunt van de doelmatigheid een slechte oplossing, maar opgedrongen door de overbevolking van de instellingen; — het stelsel van de halve vrijheid en van de weekend arresten, ingevoerd om de sociale en familiale nadelen van de opsluiting tegen te gaan, — combinatie van de twee voornoemde oplossingen met genade en voorwaardelijke invrijheidstelling, —), dan is het pas in 1964, met de wet betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie dat, voor het eerst, om korte gevangenisstraffen te vermijden, het accent werd verschoven van de strafuitvoering naar de straftoemeting.

Werkelijke « alternatieve » straffen of maatregelen, in de zin van andere hoofdstraffen dan geldboete en gevangenisstraf, bestaan er tot op heden niet in ons land, zodat de wetgever nog steeds de korte gevangenisstraffen in de strafwetten blijft inschrijven.

Theoretisch beschouwd, kan men de dienstverlening invoeren als een werkelijke « alternatieve » straf, naast en op gelijke voet met de geldboete en de gevangenisstraf. Technisch vergt dit evenwel een grondige herdenking van het boek I van het Strafwetboek.

Er is dus maar één mogelijkheid om toch de dienstverlening in te voeren en dit is onder de vorm van een probatiemaatregel. Deze weg is technisch vlug en gemakkelijk te volgen; het is de keuze die de regering, met het voorliggende wetsontwerp, wil realiseren : een wettelijke omkadering voor de toepassing van de dienstverlening als probatiemaatregel bestaat reeds in de wet van 29 juni 1964; de dertigjarige ondervinding opgedaan bij de toepassing van deze wet kan te nutte gemaakt worden mits een kaderaanpassing van de probatiediensten, die principieel aanvaard is en waarvan de uitwerking aan de gang is. Bij toepassing van de probatiewet werden reeds, hier en daar, op pretoriaanse wijze, proeven gedaan met dienstverlening en met succes. Veralgemening

rienne, et ceci avec succès. Toutefois, la généralisation de cette méthode rencontre des problèmes de personnel, de budget et d'assurance.

L'application des travaux d'intérêt général dans le cadre de la loi sur la probation permettra de déceler les difficultés pratiques pour lesquelles des solutions devraient être trouvées. Aussi longtemps qu'aucune solution n'aura été apportée, les travaux d'intérêt général ne pourront pas être introduits en tant que peine « alternative » à part entière.

En tout état de cause, le travail d'intérêt général, même conçu comme une mesure probatoire, est une mesure qui limite la liberté individuelle : c'est une « peine des loisirs ». Le travail d'intérêt général ne peut pas être exécuté pendant les heures d'activités professionnelles de l'intéressé; il s'agit d'une forme de travail obligatoire à laquelle l'intéressé doit donner son consentement. Comme cette mesure peut être perçue, et sera perçue, comme une véritable « punition », il est justifié que la loi précise explicitement en quoi elle consiste et selon quelles conditions elle peut être imposée.

Le projet ne limite en aucune manière les possibilités pour le juge correctionnel de décider d'une mesure de travail d'intérêt général, sans préjudice des limitations prévues dès-à-présent par l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 en ce qui concerne la suspension et l'article 8 en ce qui concerne le sursis.

Il convient cependant d'observer que le projet transmis réduit quelque peu ces limitations. Le texte actuel de la loi prévoit :

pour la suspension : que le prévenu ne peut avoir subi de condamnation préalable à une peine criminelle ou à une peine d'emprisonnement correctionnel principal de *plus d'un mois* et que les faits ne peuvent paraître être de nature à entraîner une peine principale de *plus de deux ans* d'emprisonnement correctionnel ou une peine plus lourde;

pour le sursis : que l'intéressé ne peut avoir subi une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de *plus de six mois* et qu'aucune peine de *plus de trois ans* ne peut être prononcée. Dans le projet, ces limitations sont les suivantes :

pour la suspension : ne pas avoir subi de condamnation à une peine criminelle ou à une peine d'emprisonnement correctionnel principal de *plus de deux mois*, les faits ne paraissant pas de nature à entraîner une peine principale dépassant *cinq ans* ou une peine plus lourde;

pour le sursis : ne pas avoir subi une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de *plus de douze mois*, la peine prononcée *ne dépassant pas cinq ans* (articles 3 et 4 du projet).

D'une lecture combinée des articles 2 et 8, § 2, non modifiés de l'actuelle loi du 29 juin 1964 avec l'article 1^{er} bis, § 3 nouveau tel que proposé dans le projet, il résulte que le tribunal de police reste incompétent pour prononcer la probation ou les TIG et ceci

van die werkwijze stuit evenwel op problemen van personeel, van budget en van verzekering.

De toepassing van de dienstverlening in het raam van de probatiewet, zal het mogelijk maken de praktische moeilijkheden op het terrein te onderkennen. Zolang daarvoor geen oplossing wordt gevonden, kan de dienstverlening niet als volwaardige « alternatieve » straf worden ingevoerd.

Zelfs opgevat als een probatiemaatregel is dienstverlening, hoe dan ook een vrijheidsbeperkende maatregel : het is een « vrijetijdsstraf ». De dienstverlening mag niet worden uitgevoerd in de tijdsduur van de professionele bezigheid van de betrokkene, het is een vorm van verplichte arbeid waarvoor de betrokkene zijn toestemming geeft. Omdat deze maatregel dus kan — en zal — worden ervaren als een werkelijke « bestraffing », is het gerechtvaardigd dat de wet uitdrukkelijk bepaalt waarin hij bestaat en onder welke voorwaarden hij kan worden opgelegd.

Aan de mogelijkheid voor de correctionele rechter om dienstverlening uit te spreken, worden in het ontwerp geen andere beperkingen toegevoegd aan de reeds bestaande algemene beperkingen uitgedrukt in artikel 3 van de wet van 29 juni 1964 voor wat de opschorting betreft en in artikel 8 voor wat het uitstel betreft.

Toch moet worden opgemerkt dat het overgezonnen ontwerp deze beperkingen enigszins afzwakt. De huidige tekst van de wet bepaalt :

voor de opschorting : dat de verdachte vroeger nog niet mag veroordeeld zijn tot een criminele straf of tot een correctionele hoofdgevangenisstraf van *meer dan een maand* en dat het feit niet van aard mag schijnen dat het moet gestraft worden met een hoofdstraf van *meer dan twee jaar* correctionele gevangenisstraf of een zwaardere straf,

voor het uitstel : dat de betrokkene nog geen veroordeling heeft ondergaan tot een criminele straf of tot een correctionele hoofdgevangenisstraf van *méer dan zes maanden* en dat geen straf van meer dan drie jaar wordt uitgesproken. In het ontwerp worden deze grenzen de volgende :

voor de opschorting : nog niet zijn veroordeeld tot een criminele straf of tot een correctionele hoofdgevangenisstraf van *meer dan twee maanden* en het feit mag niet van aard schijnen dat het moet gestraft worden met een hoofdstraf van meer dan *vijf jaar* of een zwaardere straf;

voor het uitstel : de betrokkene werd nog niet veroordeeld tot een criminele straf of tot een correctionele hoofdgevangenisstraf van *meer dan twaalf maanden* en er wordt geen straf uitgesproken van *méer dan vijf jaar* (artikelen 3 en 4 van het ontwerp).

Uit de gecombineerde lectuur van de huidige ongewijzigde artikelen 2 en 8, § 2, van de wet van 29 juni 1964 met het in het ontwerp voorgesteld nieuw artikel 1 bis, § 3, volgt dat de politierechtbank nog steeds de mogelijkheid wordt onthouden om probatie

bien que par l'article 3 du projet il est proposé de modifier le premier alinéa de l'article 3 actuel de la loi; cette modification aura comme conséquence que dorénavant les tribunaux de police aussi pourront prononcer la suspension simple. En effet, la probation et les TIG supposent qu'au préalable une enquête sociale ait été effectuée qui, en vertu de l'article 2 de la loi ne peut être demandée ni par le tribunal de police ni par le ministère public auprès de ce tribunal. Tant que les moyens budgétaires manqueront pour mieux étoffer l'infrastructure des commissions de probation, il est préférable de réserver la possibilité de prononcer la probation et les TIG aux seuls tribunaux correctionnels.

Cependant ce problème est re-examiné dans le projet de loi sur les tribunaux de police.

La durée des travaux d'intérêt général est fixée entre un minimum de 20 heures et un maximum de 240 heures (délai qu'on retrouve aussi dans la même mesure dans nos pays voisins) par l'article 1^{er} du projet (le § 2 de l'article 1^{er} nouveau proposé de la loi). Le projet précise également, comme dans les pays voisins, la période dans laquelle les prestations doivent être exécutées. Cette période est fixée à 12 mois.

En prévoyant les travaux d'intérêt général dans le cadre de la loi sur la probation, il n'est pas nécessaire de prévoir une peine subsidiaire pour le cas où le condamné refuserait sa collaboration ou pour le cas où la Commission de probation serait amenée à constater qu'il néglige gravement d'exécuter correctement la mesure; l'article 13, § 3, de la loi du 29 juin 1964 et l'article 14, § 2 disposent en effet les conditions à respecter et la procédure à suivre afin de permettre la révocation de la suspension probatoire, respectivement du sursis probatoire.

Sous ce rapport, il faut signaler que les modifications proposées par les articles 5 à 9 du projet transmis, à l'article 13 de la loi ne tendent qu'à rayer la révocation de plein droit d'une *suspension* probatoire de la loi.

Le travail d'intérêt général consiste en une activité d'intérêt général (premier alinéa) ou dans l'obligation de suivre une formation déterminée. Celle-ci pourra être de nature socio-éducative ou professionnelle (deuxième alinéa).

Dans les deux cas, cette activité doit prendre place dans les périodes de loisirs de l'intéressé : le travail d'intérêt général est une mesure limitant la liberté individuelle en remplacement d'une courte peine d'emprisonnement. L'activité doit être prestée gratuitement.

Etant donné qu'il n'est pas possible, pour les juges, de connaître l'offre de travaux d'intérêt général disponibles, qui sera par la force des choses variable, le projet tend à laisser ce choix à la compétence des Commissions de probation. Cette formule est égale-

ment en service de probation, et dit spijs de door artikel 3 van het ontwerp voorgestelde wijziging van het eerste lid van artikel 3 van de huidige wet, waardoor het voor de politierechtbanken voortaan mogelijk zou worden de eenvoudige opschorting uit te spreken. Immers, probatie en dienstverlening vereisen een voorafgaandelijk maatschappelijk onderzoek, dat, ingevolge artikel 2 van de wet niet kan worden gevraagd door de politierechtbank noch door het openbaar ministerie bij deze rechtbank. Tot zolang de budgettaire middelen ontbreken om de infrastructuur van de probatiecommissies verder uit te bouwen, is het best de mogelijkheid om dienstverlening en probatie uit te spreken, voor te behouden aan de correctionele rechtbank.

Het probleem wordt evenwel opnieuw onderzocht naar aanleiding van de behandeling van het wetsontwerp op de politierechtbanken.

De grenzen voor de duur van de opgelegde dienstverlening worden in artikel 1 van het ontwerp (§ 2 van het voorgesteld nieuwe artikel 1 van de wet), gesteld tussen een minimum van 20 uren en een maximum van 240 uren (termijn die men ook in onze buurlanden in dezelfde mate terugvindt). Het ontwerp bepaalt ook, zoals in onze buurlanden, de periode waarbinnen de opgelegde duur van de dienstverlening moet worden uitgevoerd. Deze periode is vastgesteld op 12 maanden.

Door de dienstverlening te organiseren binnen de bestaande probatiewet, is het ook niet meer nodig te voorzien in een vervangende maatregel voor het geval de veroordeelde zijn medewerking weigert of voor het geval de probatiecommissie tot de bevinding komt dat hij op grove wijze nalatig is in de uitvoering van de opgelegde dienstverlening : artikel 13, § 3 van de wet van 29 juni 1964 bepaalt immers onder welke voorwaarden en volgens welke procedure de probatieoposchorting kan worden herroepen en artikel 14, § 2 bepaalt dit voor wat het probatieuitstel betreft.

In dit verband zij er op gewezen dat de bij artikelen 5 tot 9 van het overgezonden ontwerp voorgestelde wijzigingen aan artikel 13 van de wet er alleen toe strekken de herroeping van rechtswege van een probatieoposchorting uit de wet te verwijderen.

De dienstverlening bestaat in een activiteit van algemeen nut (eerste lid) of in een verplichting om een bepaalde scholing te volgen. Deze vorming kan er een zijn van socio-educatieve aard of van beroepsvormende aard (tweede lid).

In de beide gevallen moet deze activiteit plaats hebben in de vrije tijd van de betrokkene : de dienstverlening is een vrijheidsbeperkende maatregel ter vervanging van een vrijheidsberovende korte gevangenisstraf. De activiteit moet belangeloos worden gepresteerd.

Omdat het voor de rechter niet mogelijk is het steeds wisselend aanbod voor de dienstverlening te kennen, laat het ontwerp de keuze ervan over aan de probatiecommissies. Deze regeling is ook van aard deze commissie in de mogelijkheid te stellen, bij toe-

ment de nature à permettre à cette Commission de préciser, en application de l'article 12 de la loi sur la probation, les adaptations nécessaires, qu'il ne serait pas possible de faire si le juge fixait jusque dans les particularités le travail d'intérêt général qu'il prononce. Ceci n'est d'ailleurs pas la mission d'un juge. Sa mission se limite à juger si le travail d'intérêt général est une mesure adaptée par rapport à la personnalité du prévenu qui comparait devant lui et, le cas échéant, à décider de la durée de la mesure ainsi que de sa nature : travail d'intérêt général proprement dit ou formation.

Le § 2 de l'article 1^{er}bis nouveau dispose que le travail d'intérêt général ne peut être exécuté qu'auprès d'une institution publique ou d'une association sans but lucratif ou une fondation. Pour éviter que le travail d'intérêt général puisse bénéficier directement à des particuliers (danger d'abus) et d'autre part pour éviter que n'importe quel organisme privé fasse appel aux travaux d'intérêt général (également danger d'abus) et pour éviter les lourdes procédures d'agrément d'associations, le projet de loi dispose que périodiquement le procureur du Roi informera le ministre de la Justice sur les associations auprès desquelles de travaux d'intérêt général sont exécutés. Ceci doit aussi permettre de suivre l'évolution de l'octroi de subsides.

Le second alinéa de ce § 2 dispose que le travail d'intérêt général presté suite à une offre ne peut avoir pour conséquence d'éviter à celui qui l'a formulée d'avoir recours à des travailleurs rémunérés. Le travail d'intérêt général doit donc être une activité pour laquelle, normalement, dans l'institution publique ou l'organisme privé, il n'est pas fait appel à de la main d'œuvre rémunérée.

Le but de cette disposition est bien évidemment que le travail d'intérêt général ne vienne pas en concurrence avec le marché de l'emploi.

Le § 3 de l'article 1^{er}bis nouveau exige qu'une enquête sociale préalable soit exécutée et qu'il apparaisse de cette enquête ou des autres éléments du dossier (par exemple une lettre de l'assistant de probation ou d'une association faisant offre de prise en charge de personnes exécutant un travail d'intérêt général) s'il existe dans l'arrondissement judiciaire où réside le prévenu des possibilités concrètes d'exécution d'un travail d'intérêt général. Il n'y aurait en effet aucun sens à ce que le juge décide une telle mesure, qu'il serait ensuite impossible d'exécuter faute d'offre de travail d'intérêt général.

Dans le texte néerlandais, le mot « dienstverlening », qui est également employé aux Pays-Bas pour désigner un travail d'intérêt général, a été conservé. Dans le texte français, on parle de « travail d'intérêt général », terme qui est également employé en France.

En ce qui concerne l'observation générale du Conseil d'Etat quant à « l'inutilité » de la mesure, (parce

passing van artikel 12 van de probatiewet, de vereiste bijsturingen te verrichten, die niet mogelijk zouden zijn indien de rechter zelf, tot in de bijzonderheden, de dienstverlening die hij oplegt, zou regelen. Dit is niet de opdracht van een rechter. Zijn opdracht beperkt er zich toe te oordelen of de dienstverlening een geschikte maatregel is ten aanzien van de verdachte die voor hem verschijnt en, in bevestigend geval, te beslissen of zij onder de vorm van een bepaalde scholing zal worden uitgedrukt en de duur ervan te bepalen.

Paragraaf 2 van het nieuwe artikel 1bis bepaalt dat de dienstverlening alleen maar kan worden verricht bij openbare diensten of bij verenigingen zonder winstgevend doel of stichtingen. Om te vermijden dat dienstverlening zou gebeuren rechtstreeks ten bate van particulieren (gevaar voor misbruiken) en anderzijds om te vermijden dat eender welke private vereniging een beroep zou doen op dienstverlening (eveneens gevaar voor misbruiken) en om de logge procedure van de erkenning van verenigingen te vermijden, wordt in het wetsontwerp bepaald dat de procureur des Konings op geregelde tijdstippen de minister van Justitie zal in kennis stellen van de verenigingen bij dewelke dienstverlening wordt verricht. Dit moet ook toelaten de evolutie van de subsidiëring te blijven volgen.

Het tweede lid van die paragraaf 2 bepaalt dat de dienstverlening niet voor gevolg mag hebben dat de aanbieder ermee vermijdt beroep te moeten doen op bezoldigde werknemers. De dienstverlening moet dus een activiteit betreffen voor dewelke gewoonlijk in de openbare dienst of in de private vereniging geen beroep wordt gedaan op bezoldigde werknemers.

De opzet van de regel is dus dat dienstverlening niet als concurrentie op de arbeidsmarkt wordt ervaren.

Paragraaf 3 van het nieuwe artikel 1bis vereist dat vooraf een maatschappelijk onderzoek wordt uitgevoerd en dat hieruit, of uit andere stukken van het dossier (bijvoorbeeld een brief van de probatiecommissie of van een vereniging die het aanbod doet om dienstverleners op te nemen), zal moeten blijken dat in het gerechtelijk arrondissement waar de verdachte zijn woon- of verblijfplaats heeft daadwerkelijk een concreet aanbod bestaat van gelegenheden tot dienstverlening. Het zou immers geen zin hebben dat de rechters dienstverlening uitspreken en het onmogelijk zou zijn het vonnis ten uitvoer te brengen wegens de ontstentenis van aanbod tot dienstverlening.

In de Nederlandse tekst werd het woord « dienstverlening » behouden dat ook in Nederland wordt gebruikt voor de arbeid ten algemene nutte. In de Franse tekst staat « travail d'intérêt général », begrip dat ook in Frankrijk wordt aangewend.

Voor wat de algemene opmerking van de Raad van State betreft aangaande de « nutteloosheid » van de

que le juge pourrait déjà prendre la mesure dans « état actuel » de la législation et qu'elle impliquerait une limitation considérable de la compétence dont le juge dispose actuellement pour imposer des mesures probatoires) il faut noter qu'il n'est pas du tout certain, du point de vue juridique, que dans l'état actuel de la législation, le juge pourrait imposer une telle mesure limitant la liberté individuelle à défaut d'un texte. Quoi qu'il en soit, il faut éviter que par manque d'un règlement, il soit porté atteinte à l'égalité des citoyens devant la loi parce qu'un juge serait d'avis qu'il peut imposer la mesure, tandis qu'un autre le nierait. En outre, le règlement de l'application de la mesure permet d'aspirer à l'uniformité de son application, de prévoir ses effets budgétaires et de trouver par application du quatrième paragraphe de l'article nouveau 1^{er}bis une solution pour l'assurance des personnes exécutant un travail d'intérêt général.

Le travail d'intérêt général est à juste titre considéré comme la mesure alternative la plus innovatrice qui a été introduite dans les législations européennes dans le cours des vingt dernières années.

Tant la doctrine et la Commission pour la réforme du Code pénal que le Commissaire royal à la réforme du Code pénal et les autorités judiciaires consultées y sont très favorables.

Le parlement a également manifesté son intérêt pour les travaux d'intérêt général : un certain nombre de propositions de loi en témoigne.

On peut donc considérer que les mentalités sont prêtes à accepter les travaux d'intérêt général dans notre législation. »

II. — DISCUSSION GENERALE

En raison du lien logique et chronologique entre le projet de loi organisant une procédure de médiation pénale (Doc. n° 1128) et le projet à l'examen, la Commission décide de consacrer une seule discussion générale aux deux projets.

Le rapport afférent à cette discussion a été repris dans le rapport de commission consacré au projet de loi organisant une procédure de médiation pénale (Doc. n° 1128/3).

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article remplace l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1964. Il ne donne lieu à aucune observation.

maatregel (omdat de rechter de maatregel reeds zou kunnen treffen bij de huidige stand van de wetgeving en dat hij een aanzienlijke beperking zou inhouden van de bevoegdheid waarover de rechter thans beschikt om probatiemaatregelen op te leggen) moet er worden opgemerkt dat het juridisch niet zo zeker is dat bij de huidige stand van de wetgeving, de rechter bij ontstentenis van een tekst, deze vrijheidsbeperkende maatregel zou mogen opleggen. Wat er ook van is, er moet worden vermeden dat door het ontbreken van een regeling de gelijkheid van de burgers voor de wet wordt aangetast wegens de omstandigheid dat de ene rechter van oordeel zou zijn de maatregel te mogen opleggen, terwijl een andere dat zou ontkennen. Bovendien wordt het door de toepassing van de maatregel te regelen mogelijk naar de éénvormigheid van zijn toepassing te streven, er de budgettaire weerslag van te voorzien en bij toepassing van de vierde paragraaf van het nieuwe artikel 1bis een oplossing te vinden voor de verzekering van de personen die dienstverlening verrichten.

De dienstverlening wordt terecht beschouwd als de meest vernieuwende alternatieve maatregel die in de loop van de laatste twintig jaar in de Europese strafwetgevingen werd ingevoerd.

Zowel de rechtsleer, de Commissie voor de hervorming van het Strafwetboek, de koninklijke Commissaris van de hervorming van het Strafwetboek, als de gerechtelijke overheden die werden geraadpleegd, staan hier zeer gunstig tegenover.

Het parlement toonde tevens zijn belangstelling voor de dienstverlening : een aantal wetsvoorstellen getuigen hiervan.

Men mag dus aannemen dat de geesten rijp zijn om de dienstverlening in onze wetgeving op te nemen. »

II. — ALGEMENE BESPREKING

Ingevolge de logische en chronologische samenhang tussen het wetsontwerp houdende regeling van een procedure voor de bemiddeling van strafzaken (Stuk n° 1128) en het voorliggende ontwerp besliste de commissie om één algemene bespreking te houden over beide ontwerpen.

Het verslag van deze bespreking is opgenomen in het commissieverslag over het wetsontwerp houdende de regeling van een procedure voor de bemiddeling van strafzaken (Stuk n° 1128/3).

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel vervangt artikel 1 van de wet van 29 juni 1964. Er worden geen opmerkingen over gemaakt.

Art. 2

Le rapporteur demande si le terme « travailleurs » figurant au § 2, deuxième alinéa, vise également les fonctionnaires.

Le ministre répond par l'affirmative. Le travail d'intérêt général presté suite à une offre ne peut avoir pour conséquence d'éviter à celui qui l'a formulée d'avoir recours à des travailleurs rémunérés. Il doit donc être une activité pour laquelle, dans l'institution publique ou l'organisme privé, il n'est normalement pas fait appel à de la main-d'œuvre rémunérée.

Art. 3

M. Landuyt présente un amendement n° 1 (Doc. n° 1129/2), tendant à ce point a) à apporter les modifications suivantes à l'alinéa 1^{er} proposé :

1° supprimer les mots « à l'exception des cours d'assises »;

2° supprimer les mots « en faveur du prévenu qui n'a pas encouru antérieurement de condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus de deux mois ».

Le membre précise que cet amendement lui a été dicté par les cas rencontrés dans la pratique et qu'il est repris de la proposition de loi modifiant les articles 3 et 8 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Doc. n° 1139/1, déposée par M. Landuyt), qui a été jointe à la proposition à l'examen.

M. Landuyt estime qu'il est particulièrement injuste que le juge ne puisse pas imposer de mesure probatoire ni, par conséquent, de peine alternative si l'inculpé a encouru antérieurement une condamnation à une peine d'emprisonnement de plus de deux mois (condition de la suspension).

Il constate toutefois que le projet de loi organisant une procédure de médiation pénale (Doc. n° 1128) impose uniquement au procureur du Roi de tenir compte de la gravité des faits : la médiation pénale n'est possible que si le fait ne semble pas être de nature à devoir être puni d'un emprisonnement correctionnel principal de plus de deux ans ou d'une peine plus lourde (article 216^{ter}, § 1^{er}, proposé, du Code d'instruction criminelle). La deuxième condition, à savoir l'absence de condamnation antérieure, n'est pas prévue.

Il serait logique que le juge dispose de pouvoirs aussi larges que ceux qui sont accordés au ministère public dans le cadre de la médiation pénale. Cela permettrait de faire sortir de jeunes délinquants du cercle vicieux de la criminalité.

Le Ministre estime que M. Landuyt pose un problème d'idéologie et de politique criminelle et que le débat doit aborder le fond du problème : dans quelle mesure doit-on tenir compte, dans un dossier du

Art. 2

De rapporteur vraagt of met het woord « werknemers » in § 2, tweede lid, ook ambtenaren worden bedoeld.

De minister antwoordt bevestigend. De dienstverlening mag echter niet tot gevolg hebben dat de aanbieder kan besparen op bezoldigde werknemers. Het moet dus een activiteit betreffen waarvoor gewoonlijk in de openbare dienst of in de particuliere instelling geen beroep wordt gedaan op bezoldigde werknemers.

Art. 3

De heer Landuyt dient een amendement n° 1 in (Stuk n° 1129/2) dat ertoe strekt onder punt a), eerste lid, de volgende wijzigingen aan te brengen :

1° de woorden « met uitzondering van de hoven van assisen » weglaten;

2° de woorden « ten voordele van de beklaagde die nog niet is veroordeeld tot een criminele straf of een correctionele hoofdgevangenisstraf van meer dan twee maanden » weglaten.

Het lid preciseert dat het amendement is ingegeven door zijn praktijkervaring. Het is overgenomen uit het wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 3 en 8 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie (Stuk n° 1139/1, ingediend door de heer Landuyt), dat bij deze bespreking werd gevoegd.

De heer Landuyt vindt het bijzonder onbillijk dat de rechter geen probatiemaatregel en dus ook geen alternatieve sanctie kan opleggen als de verdachte vroeger reeds werd veroordeeld tot een gevangenisstraf van meer dan twee maanden (voorwaarde van de opschorting).

Nochtans stelt hij vast dat het wetsontwerp houdende regeling van een procedure voor de bemiddeling in strafzaken (Stuk n° 1128) de procureur des Konings alleen verplicht om rekening te houden met de ernst van de feiten : strafbemiddeling is maar mogelijk als het feit niet van die aard schijnt te zijn dat het gestraft moet worden met een hoofdstraf van meer dan twee jaar correctionele gevangenisstraf of een zwaardere straf (voorgesteld artikel 216^{ter}, § 1 van het Wetboek van Strafvordering). De tweede voorwaarde, namelijk het ontbreken van een vroegere veroordeling, wordt niet gesteld.

Het is logisch dat de rechter over even ruime bevoegdheden moet beschikken als die welke aan het openbaar ministerie worden gegeven in het kader van de strafbemiddeling. Het zou een mogelijkheid zijn om jonge delinquenten uit de vicieuze cirkel van de criminaliteit te halen.

De minister is van oordeel dat het door de heer Landuyt aangeraakte probleem van ideologische aard is en verband houdt met het vervolgingsbeleid. Naar zijn mening moet de discussie over de

passé de l'intéressé. Il reconnaît que l'on empêche le juge de faire quelque chose que l'on permet au parquet de faire, c'est-à-dire tenir compte du passé de l'intéressé.

Afin d'éviter que le débat sur la médiation pénale et les travaux d'intérêt général s'éternise, le ministre demande cependant, en ce qui concerne la technique, que l'on renonce à amender le projet et que les modifications éventuelles soient proposées sous la forme de propositions de loi.

M. Landuyt est disposé à accepter un débat distinct à condition que le vote ait lieu simultanément avec les projets de loi déposés.

M. Verwilghen se rallie à cette demande.

Le ministre se déclare prêt à discuter sur ce point à la condition que la discussion se fasse en dehors du projet.

Le rapporteur et Mme Merckx-Van Goey partagent l'avis du ministre. Le débat proposé par les amendements de *M. Landuyt* ne traite plus de la compétence accordé au procureur de procéder à la médiation pénale.

La Commission peut acter que ce débat sera traité ultérieurement.

L'amendement de *M. Landuyt* mérite un examen approfondi, mais ne doit pas être lié aux projets dont le vote est demandé.

M. Landuyt retire son amendement.

Art. 4

L'amendement n° 2 de *M. Landuyt* (Doc. n° 1129/2) est également retiré.

Art. 5 à 10

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

*
* *

Les articles 1^{er} et 2 sont adoptés par 10 voix et 2 abstentions.

Les articles 3 et 4 sont adoptés par 10 voix et 3 abstentions.

Les articles 5 à 10 sont adoptés par 11 voix et 2 abstentions.

L'ensemble du projet est adopté par le même vote.

En conséquence, les propositions de loi et le projet de loi joints deviennent sans objet.

grond van de zaak worden gevoerd : het betreft hier de vraag in hoeverre bij de beoordeling van een dossier rekening moet worden gehouden met het verleden van de betrokkene. Hij erkent dat de rechter een mogelijkheid wordt ontzegd die wel aan het parket wordt geboden, namelijk rekening te kunnen houden met het verleden van de betrokkene.

Om te voorkomen dat de ontwerpen inzake strafbemiddeling en dienstverlening op de lange baan worden geschoven, vraagt de minister evenwel dat in dit verband van de techniek van de amendementen zou worden afgezien, en dat eventuele wijzigingen in de vorm van wetsvoorstellen zouden worden voorgesteld.

De heer Landuyt is te vinden voor een afzonderlijk debat op voorwaarde dat de stemming gelijktijdig met die over de ingediende wetsontwerpen plaatsvindt.

De heer Verwilghen sluit zich bij dat verzoek aan.

De minister is bereid dat punt in bespreking te nemen op voorwaarde dat die bespreking los staat van het ontwerp.

De rapporteur en mevr. Merckx-Van Goey delen het standpunt van de minister. Het debat dat in de amendementen van de heer Landuyt wordt voorgesteld gaat niet langer over de aan de procureur verleende bevoegdheid om tot strafbemiddeling over te gaan.

De Commissie neemt er akte van dat een dergelijk debat later kan plaatsvinden.

Het amendement van de heer Landuyt verdient nadere bespreking, maar mag niet worden gekoppeld aan de ontwerpen waarvan de goedkeuring wordt gevraagd.

De heer Landuyt trekt zijn amendement in.

Art. 4

Amendement n° 2 van de heer Landuyt (Stuk n° 1129/2) wordt eveneens ingetrokken.

Art. 5 tot 10

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

*
* *

De artikelen 1 en 2 worden aangenomen met 10 stemmen en 2 onthoudingen.

De artikelen 3 en 4 worden aangenomen met 10 stemmen en 3 onthoudingen.

De artikelen 5 tot 10 worden aangenomen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

Het gehele ontwerp wordt aangenomen met dezelfde stemuitslag.

Bijgevolg vervallen toegevoegde wetsvoorstellen en wetsontwerp.

La commission reste en revanche saisie de la proposition de loi modifiant les articles 3 et 8 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (n° 1139 de M. Landuyt).

Le Rapporteur,

J. VANDEURZEN

Le Président,

Y. YLIEFF

ERRATUM

Art. 6

A la première ligne il y a lieu d'insérer « § 2 » après le chiffre « 13 ».

Het wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 3 en 8 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie (n° 1139 van de heer Landuyt) blijft daarentegen aanhangig bij de commissie.

De Rapporteur,

J. VANDEURZEN

De Voorzitter,

Y. YLIEFF

ERRATUM

Art. 6

Op de eerste regel van de Franse tekst voege men « § 2 » in na het cijfer « 13 ».